

POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL TERNOIS 7 VALLEES

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU MARDI 23 MARS 2021 A 14h30

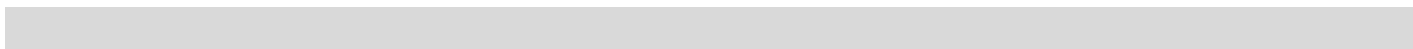
L'an Deux Mille Vingt et Un, Le Vingt Trois Mars, à quatorze heures trente, les membres du Comité Syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois 7 Vallées (*cf. feuille d'émargement annexée au présent procès-verbal*) se sont réunis pour une séance publique, au Pôle de Vie Communal, route de Saint Pol de Croisette, après convocation légale en date du Onze Mars Deux Mille Vingt et Un, qui leur a été adressée par Monsieur Claude BACHELET, Président du PETR Ternois 7 Vallées.

Monsieur BACHELET fait l'appel des membres du Comité Syndical et rappelle l'ordre du jour de la séance :

- Vote du compte administratif 2020
- Présentation du bilan d'activités 2020 du PETR
- Débat d'Orientations Budgétaires
- Délibération portant arrêt de projet du Plan Climat Air Energie Territorial Ternois 7 Vallées
- Questions diverses

Le Procès-verbal du Comité Syndical du 28 Janvier 2021 est approuvé à l'unanimité par les membres.

Monsieur François DOUAY est nommé secrétaire de séance.



VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

Le Président présente le compte administratif 2020.

FONCTIONNEMENT

Chapitre /article	Dépenses de fonctionnement			Chapitre /article	Recettes de fonctionnement						
		BP 2020	CA2020			BP 2020	CA2020				
011	Charges à caractère général	155 300,00	78 569,53	002	Résultat 2019 de fonctionnement reporté	172 301,23	172 301,23				
6064	Fournitures administratives	2 000,00	193,88	74	Dotations, subventions, participation	23 598,77	26 809,99				
6132	Location immobilière	500,00	0,00								
6161	Primes d'Assurance	8 000,00	109,00								
617	Etudes et Recherches : - Eval. Politiques Agricoles	130 000,00 60 000,00	73 203,00 59 343,00	7472	Région (Subvention étude destination 7 Vallées Ternois)	0,00	26 809,99				
	- Elaboration PCAET	50 000,00	13 860,00	74751	GFP de rattachement (participation des CC du Ternois et des 7 Vallées)	23 598,77	0,00				
	- Etude Clim'Agri	20 000,00	0,00	77	Produits exceptionnels	22 400,00	22 367,40				
6231	Annonces et insertion	1 000,00	0,00	777	Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	22 400,00	22 367,40				
6236	Catalogues et imprimés	5 000,00	811,20								
6256	Missions	1 000,00	0,00								
6257	Réceptions	2 300,00	452,45								
6261	Frais d'affranchissement	1 500,00	0,00								
6281	Concours divers dont : - Adhésion FNSCOT - Adhésion ANPP - Boutiques à l'essai	4 000,00 700,00 600,00 2 500,00	3 800,00 700,00 600,00 2 500,00								
	022	Dépenses imprévues	5 000,00					0,00			
	65	Autres charges de gestion courante	31 000,00					28 526,30			
	651	Redevances, licences logiciels	1 000,00					589,30			
65541	Contributions diverses dont : - Contribution AULA - Partenariat APES - Partenariat Initiative T7V	30 000,00 22 497,00 2 100,00 0,00	27 937,00 22 497,00 2 940,00 2 500,00								
	68	Dotations aux amortissements et provisions	27 000,00					26 075,82			
	6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	27 000,00					26 075,82			
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2020		218 300,00					133 171,65	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2020		218 300,00
RESULTAT 2020 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT : 88 306,97											

INVESTISSEMENT

Chapitre /article	Dépenses d'investissement			Chapitre /article	Recettes d'investissement		
		BP 2020	CA2020			BP 2020	CA2020
139	Subventions d'investissement transférés au compte de résultat	22 400,00	22 367,40	001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	14 400,89	14 400,89
13911	Etat et établissements nationaux	18 600,00	18 600,00	280	Amortissements des immobilisations incorporelles	26 000,00	25 605,82
13912	Régions	3 800,00	3 767,40	2802	Frais réalisation documents urbanisme et numérisation cadastre	26 000,00	25 605,82
20	Immobilisations incorporelles	200,00	144,00	281	Amortissements des immobilisations corporelles	1 000,00	470,00
2051	Concessions et droits similaires	200,00	144,00	28184	Amortissement de mobilier	1 000,00	470,00
21	Immobilisations corporelles	18 800,89	0,00				
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2020		41 400,89	22 511,40	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2020		41 400,89	40 476,71
RESULTAT 2020 EXCEDENT D'INVESTISSEMENT : 17 965,31							

Le Président passe la parole à Monsieur Marc BRIDOUX, afin de faire délibérer les membres du Comité Syndical sur l'approbation du compte administratif 2020 et du compte de gestion 2020, établis par le comptable et qui correspond aux écritures de l'ordonnateur.

Au vu des éléments présentés, le compte administratif 2020 ainsi que le compte de gestion 2020 sont approuvés à l'unanimité par les membres présents ou représentés.

Il est rappelé qu'en fonction des modalités de financement des partenaires, certaines actions d'échelle PETR sont portées par les EPCI. Il en va de même pour les charges de personnel : l'équipe PETR est rattachée comptablement au budget de Ternoiscom, avec participation de 7 Vallées Comm. Un agent des 7 Vallées est mis à disposition sur certaines actions.

En 2020, la part de ces dépenses non supportées directement par le PETR représente 278 660€ au total, correspondant à :

- 22 160€ pour les charges à caractère général et actions d'animations (notamment programme LEADER, circuits courts alimentaires, animation French Mobility...) ;
- 256 500€ pour les charges de personnel (équipe PETR et mise à disposition agent 7 Vallées)

PRESENTATION DU BILAN D'ACTIVITES 2020 DU PETR

Le bilan d'activités 2020 du PETR et de l'ensemble de ses partenaires est retracé dans le livret disponible sur le site du PETR et qui sera envoyé aux membres par voie dématérialisée. Il est présenté dans ces grandes lignes par M. Jérôme DECOUPIGNY. Il met en évidence le rôle « d'activateur » de projets et de démarches nouvelles de notre syndicat au service des intercommunalités, des communes et de toutes les parties prenantes dans le développement de notre territoire.

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Le Président expose aux membres du Comité Syndical que conformément au Code général des collectivités territoriales, un Débat d'Orientations Budgétaires doit avoir lieu.

Le DOB s'effectue sur la base d'un rapport contenant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Le Président ainsi que le chef de projet présentent le Rapport d'Orientations Budgétaires qui figure dans le rapport de présentation transmis aux membres.

Présentation de la structure :

Conformément à ses statuts, le PETR Ternois 7 Vallées a pour objet :

- **D'élaborer et suivre le projet de territoire du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural** pour le compte et en partenariat avec les Communautés de Communes qui le composent, définissant l'identité du territoire, les conditions de son développement économique, touristique, environnemental, culturel et social et les actions en matière d'aménagement de l'espace, de déplacement, de développement économique, de promotion de la transition énergétique et écologique, et toute autre action d'intérêt territorial.
- **De fédérer et coordonner des actions et projets** touchant l'aménagement de l'ensemble de son territoire et portés par les divers acteurs du territoire, mettre en cohérence, accompagner et soutenir ces actions et projets auprès des partenaires extérieurs.
- **De mettre en œuvre le Schéma de Cohérence Territoriale du territoire** : élaborer, assurer le suivi, les révisions/modifications du document en cohérence avec les évolutions réglementaires et les enjeux de développement.
- **De conduire la coordination des politiques** d'aménagement, de développement économique et commercial, de promotion de la transition énergétique et écologique et de développement touristique.
- **Être un cadre de contractualisation** des politiques de développement, d'aménagement et de solidarité entre les territoires, et à ce titre, porter et mettre en œuvre différents dispositifs de contractualisation avec le Département, la Région, l'État et l'Union Européenne (TEPCV, Leader...).
- **Porter en tant que maître d'ouvrage des actions** dont l'intérêt est défini à l'échelle du territoire
- **Porter et mettre en place tout service d'ingénierie technique et financière** pour accompagner les EPCI membres dans l'exercice de leurs compétences et la mise en œuvre de leurs projets, en matière d'urbanisme, habitat, aménagement, environnement, patrimoine, services aux habitants, et dans une perspective de mutualisation des moyens dans les conditions prévues aux articles L.5111-1-1 et R.5111-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le PETR dispose d'une ingénierie au service des EPCI, communes et acteurs du territoire. Pour rappel, la composition de l'équipe en 2021 est la suivante :

- Elise DEBERGUE, Chargée de mission Agriculture et Alimentation Durable
- Jérôme DECOUPIGNY, Chef de Projet PETR Ternois 7 Vallées
- Claire JEDRZECZAK, Assistante et Gestionnaire LEADER (et Sylvie MAITREPIERRE jusqu'en février 2020)
- Antoine LACOMBE, animateur LEADER

- Maxence ROJO, Chargé de mission Plant Climat
- Timothée TERNON, Chargé de Mission Mobilité

Sylvie GUENINECHE, Assistante 7 Vallées à la Maison du Bois, est également mise à disposition du PETR sur certaines opérations (Plantons le Décor, OPAH...).

Les orientations budgétaires :

Dépenses

Le budget primitif 2021 comportera principalement des charges de fonctionnement à caractère général affectées à la mise en application de la stratégie Plan Climat Air Energie Territorial Ternois 7 Vallées au travers de ses différents axes (Agriculture et alimentation, Mobilité, Filières Biosourcées et Energies Renouvelables, Habitat...), à la mise en œuvre du SCOT, à l'appui des actions menées par les acteurs locaux et EPCI (environnement, commerce et artisanat, ESS), soit :

- **Alimentation** : Elaboration du projet alimentaire territorial à l'échelle du PETR ;
- **Agriculture** : déclinaison de la nouvelle stratégie « ClimAgri » de réduction des impacts climatiques du secteur agricole (projet « ABC Terre », accompagnement des élevages dans les démarches bas carbone, mise en place d'une filière viande de bœuf bio à l'herbe, accompagnement des projets solaires photovoltaïques des exploitations agricoles...) ;
- **Mobilité** : Mise en place d'un Plan de Mobilité Simplifié couplé à un Schéma directeur des Modes Actifs ;
- **Filières biosourcées et Energies Renouvelables** : initialisation d'une stratégie autour de ces filières et des EnR avec le CD2E, mis en place d'une étude pour le développement du solaire sur le bâti des collectivités ;
- Actions de sensibilisation à la **gestion de l'eau** en partenariat avec le CAUE et l'ADOPTA ;
- **Habitat** : mise en place du Guichet Unique de l'Habitat ;
- Mise en œuvre de la **compétence SCOT / planification** du PETR : contribution à l'Agence d'Urbanisme de l'Artois pour l'évaluation du SCOT et le projet de territoire du PETR ; adhésion à la Fédération Nationale des SCOT et à l'Agence Nationale des Pôles et Pays ;
- Appui aux actions de **valorisation de l'environnement** : Espaces Actions Nature, édition de la brochure « Plantons le Décor » ;
- Solde de crédits d'études antérieures : étude PCAET, programme ClimAgri ;
- **Contribution à différents organismes** dans le cadre de leur intervention pour le développement économique du territoire : adhésion au dispositif « Ma Boutique à l'Essai », convention APES pour l'animation d'actions sur l'économie sociale et solidaire à l'échelle des PETR ;
- **Frais généraux** supportés par le PETR pour la mise en œuvre de ses différentes missions et part des charges supportées par la collectivité porteuse.

Le total des dépenses pour ce programme d'actions s'élève pour l'année 2021 à 180 900€ environ (soit 140 600€ pour les actions issues du PCAET et 40 300€ pour les actions hors PCAET).

A celles-ci viennent s'ajouter les frais administratifs supportés par le PETR (fournitures, frais de réception, communications, amortissements...) et les frais généraux supportés par la structure d'accueil (Ternoiscom) rattachées au budget du PETR (eau, électricité, assurances, affranchissements, télécommunications...) estimés au total à 45 000€ en moyenne annuel.

P.S. : En 2021 seront également rattachés les frais généraux supportés par la structure d'accueil non régularisés au titre des années précédentes, soit environ 69 000€ supplémentaires.

Recettes

La participation financière des EPCI constituant le PETR et l'excédent de fonctionnement permettront de financer les charges de fonctionnement. Le PETR sollicitera par ailleurs systématiquement les différentes subventions mobilisables auprès des partenaires financiers, pour la concrétisation de ses projets.

Engagements pluriannuels envisagés :

Le PETR Ternois 7 Vallées poursuivra sur 2021 et les années suivantes les actions engagées dans le cadre de ses politiques, notamment au travers des axes stratégiques du projet de Plan Climat Air Energie Territorial Ternois 7 Vallées (Agriculture, Mobilité, Développement Economique, Aménagement du territoire, Energies Renouvelables). Le PETR poursuivra par ailleurs ses interventions au titre de la mise en œuvre de la compétence SCOT.

Structure et gestion de la dette :

Le Syndicat Mixte du PETR n'est pas concerné.

Evolution des dépenses et recettes :

En Fonctionnement

	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017*	CA 2018	CA 2019	CA2020
Dépenses	26 968,75	71 205,48	81 516,10	64 731,29	129 876,50	48 936,32	105 210,40	100 158,67	133 171,65
Recettes	78 146,44	158 691,19	176 210,21	171 255,61	240 368,32	127 477,19	236 793,30	272 459,90	221 478,62
Résultat	+51 177,69	+87 485,71	+94 694,11	+106 524,32	+110 354,29	+78 540,87	+131 582,90	+172 301,23	+88 306,97

En Investissement

	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017*	CA 2018	CA 2019	CA2020
Dépenses	nc	nc	nc	-3 600	131 629,10	12 592,10	0	22 837,40	22 511,40
Recettes	nc	nc	nc	0	119 037,00	12 592,10	5 155,63	37 238,29	26 075,82
Résultat	nc	nc	nc	-3 600	-12 592,10	0	+5 155,63	+14 400,89	+ 17 965,31

* : Transformation SCOT Pays Ternois en PETR Ternois 7 Vallées

La mise en œuvre des actions du PETR est envisagée à effectif constant en 2021.

A l'issue de cette présentation, le Président demande aux membres du Comité Syndical de bien vouloir en délibérer.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Comité Syndical prend acte du Rapport d'Orientations Budgétaires et du Débat d'Orientations Budgétaires.

Monsieur Maxence Rojo, chargé de mission Plan Climat, retrace l'historique du projet PCAET, les différentes étapes de son élaboration et les documents arrêtés à la suite de la consultation.

Vu les lois et notamment :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224-34 ;
- La loi n°2010-788, dite « loi Grenelle 2 », du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Le code de l'énergie et notamment ses articles L.100-1, L.100-2 et L.100-4 ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et plus particulièrement son article n°188 intitulé « la transition énergétique dans les territoires » ;
- Le code de l'environnement et notamment ses articles L.229-25 à L.229-26 pour le bilan des émissions de gaz à effet de serre et pour le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;
- Le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au PCAET ;
- Le Plan National de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques (PREPA) et la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) ;
- Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Hauts-de-France approuvé par arrêté préfectoral le 4 août 2020 ;
- La délibération n°08/15.02.2018 de la Communauté de Communes du Ternois et la délibération du 19.02.2018 de la Communauté de Communes des 7 Vallées portant sur le transfert de l'élaboration du PCAET au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Ternois - 7 Vallées ;
- La délibération n°09/10.04.2018 du PETR Ternois - 7 Vallées de validation de la prise de compétence PCAET ;
- L'arrêté interdépartemental du 6 juillet 2018 portant extension des compétences du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Ternois - 7 Vallées à l'élaboration du PCAET.

Monsieur le Président du PETR Ternois – 7 Vallées, expose ce qui suit :

Il est rappelé que la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte met en place les Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET).

Il est rappelé que l'Article L229-26 du Code de l'Environnement stipule que les EPCI à fiscalité propre existant au 1er janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants ont l'obligation d'adopter un PCAET.

Il est également rappelé que les Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées ont validé le transfert de l'élaboration du PCAET au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Ternois - 7 Vallées par délibération en Conseil Communautaire en février 2018. C'est à ce titre que le PETR Ternois – 7 Vallées a décidé, par délibération du 10 avril 2018 de prendre la compétence d'élaboration d'un PCAET et de prescrire le lancement de la démarche d'élaboration du PCAET.

Il est rappelé par ailleurs que l'Article L.2224-34 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que, lorsque les EPCI ont adopté leur PCAET, ils sont coordinateurs de la transition énergétique et, qu'à ce titre, ils animent et coordonnent sur leur territoire les actions dans le domaine de l'énergie en cohérence avec les objectifs fixés dans le PCAET.

Il est rappelé que le territoire est engagé dans une politique climat-air-énergie depuis 2011. Les plans précédents (PCT entre 2011 et 2014 et PCET entre 2014 et 2018) ont permis, entre autres, au Pays du Ternois d'être désigné Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) en octobre 2015.

A la suite des études de planification et programmation énergétique (EPE) pour les Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées ainsi que du recrutement d'un bureau d'étude pour l'accompagnement dans la démarche, a été lancé l'élaboration du PCAET en janvier 2019.

Les différentes étapes d'élaboration du PCAET :

La première phase du PCAET a été réalisée au cours du premier semestre 2019. Sur cette période ont été établi les différents diagnostics territoriaux nécessaires à l'établissement d'une stratégie PCAET. Les éléments des diagnostics ont également été présentés en mai 2019 lors d'ateliers d'acteurs, en juin 2019 à l'occasion de la conférence des maires et en juillet 2019 au cours du comité de pilotage de restitution des diagnostics.

La seconde phase du PCAET a débuté en septembre 2019 avec la préparation de la concertation publique. En application du Code de l'environnement (notamment les articles L121-15 et suivants), le PETR Ternois - 7 Vallées a choisi de placer cette concertation du public sous l'égide de M. Jean-Michel STIEVENARD, garant neutre et indépendant, désigné par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) ; un engagement fort pour associer pleinement la population à l'élaboration de la stratégie du plan climat.

A cette occasion, le PETR s'est doté d'un site internet propre (<http://petrternois7vallees.fr/>), en fonctionnement depuis le 1er octobre 2019, date du lancement de la concertation publique. Plusieurs modalités ont été proposées par le PETR pour réussir cette concertation publique :

- l'envoi par courriel de propositions libres (remarques, suggestions, craintes, etc.) au garant désigné par la Commission Nationale du Débat Public pendant une période de deux mois (octobre et novembre 2019) ;
- la mise en ligne de quatre questionnaires sur l'agriculture, la production d'énergies renouvelables, la mobilité et l'habitat durable pendant une durée de cinq mois (octobre 2019 à février 2020) ;
- l'organisation de cinq conférences-débats ;
- la mise en place d'un panel de citoyens qui s'est réuni le 24 octobre et le 28 novembre, sous l'égide des Conseils de Développement du Ternois et des 7 Vallées, afin de débattre de la stratégie du PCAET avec les techniciens du PETR et les élus.

A la suite de cette concertation publique, quatre ateliers thématiques ont été réalisés en visioconférence avec les élus du territoire pendant les mois de mars et avril 2020 afin de consolider la stratégie PCAET. Cette stratégie territoriale a été validée à l'unanimité en mai 2020 lors du comité de pilotage de validation de la stratégie.

La troisième phase du PCAET a démarré en juin 2020 avec l'organisation d'un atelier avec les agents territoriaux de TernoisCom, 7 Vallées Comm et du PETR. Puis en septembre 2020, quatre autres ateliers ont permis de réunir la grande partie des partenaires associés au PCAET et de coconstruire le plan d'actions PCAET.

A la suite de ces ateliers, des échanges réguliers avec les structures partenaires ont permis de rédiger les différentes fiches action composant le plan d'actions. Ce dernier a été présenté en bureau PETR en

décembre 2020 puis en comité syndical en janvier 2021. Un dernier échange portant sur les différentes mesures du PCAET a eu lieu en février 2021 avec les membres des commissions thématiques PETR. Il s'est ensuivi un comité de pilotage de validation ce même mois de février 2021.

Les différents documents composant le PCAET :

Le PCAET en lui-même se structure autour des documents suivants :

- **Le diagnostic territorial.** Ce document analyse différents éléments relevant de domaines Climat-Air-Energie, notamment les points suivants : (i) le bilan des émissions de gaz à effet de serre et la consommation énergétique du territoire ; (ii) l'étude de la séquestration du carbone et son potentiel de développement ; (iii) le bilan des émissions de polluants atmosphériques réglementés ; (iv) l'analyse de la production et du potentiel de développement des énergies renouvelables sur le territoire ; (v) l'analyse de la vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique.

- **La stratégie territoriale.** Ce document traduit l'ambition du territoire pour les six années du PCAET. La volonté d'atteindre au niveau local les ambitions nationales en termes de réduction de la consommation énergétique, de baisse des émissions des gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, d'augmentation du stockage de carbone et de production d'énergies renouvelables y est affirmée. Il propose cinq axes stratégiques : (i) L'agriculture, moteur de la transition écologique et de l'adaptation au changement climatique ; (ii) Des mobilités durables pour le territoire ; (iii) Un développement économique du territoire en adéquation avec la transition énergétique et écologique ; (iv) Intégrer la transition écologique et énergétique dans l'aménagement du territoire ; (v) Un territoire 100% renouvelable.

- **Le plan d'actions.** Ce document se structure autour des cinq axes stratégiques précédemment cités et propose 32 fiches action, dont 21 sont jugées prioritaires. Ces fiches actions détaillent le contexte, le niveau de priorité, le(s) porteur(s), les partenaires techniques, les cibles, le(s) rôle(s) des collectivités, les coûts associés, les financements possibles, des éléments de dimensionnement, les échéances, les bénéfices et les indicateurs de réalisation de l'action. Ce rapport présente également une synthèse des actions par secteur d'activités de référence, l'analyse des actions vis-à-vis de l'atteinte des objectifs, le dispositif de suivi et d'évaluation ainsi que la gouvernance du PCAET

- **L'évaluation environnementale stratégique.** Ce rapport analyse les impacts possibles du PCAET sur l'environnement du Ternois et des 7 Vallées. Il comprend notamment une présentation de l'articulation du PCAET avec les autres documents, plans et programmes, la justification des choix retenus pour établir la stratégie Climat-Air-Énergie, l'évaluation des incidences prévisibles sur l'environnement, l'articulation avec les évaluations des incidences Natura 2000, la présentation des mesures d'évitement, de réduction et de compensation et l'évaluation du dispositif de suivi et des indicateurs environnementaux.

Les prochaines étapes :

Dès l'arrêt du projet de PCAET, ce dernier, sera soumis à l'évaluation environnementale en application du 8° du I de l'Article R.122-17 du Code de l'Environnement. Il sera transmis à l'autorité environnementale compétente, à savoir la mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable désignée au 2° du IV du même Article qui dispose de trois mois pour rendre un avis.

Le projet sera également transmis pour avis, en vertu de l'Article R229-54 du Code de l'Environnement, au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional qui disposent quant à eux d'un délai de deux mois

pour exprimer leur avis. Ces avis sont réputés favorables au terme du délai de deux mois suivant la transmission de la demande.

Dans l'hypothèse où les avis de l'Autorité Environnementale, du Préfet de région et du Président du Conseil Régional seraient favorables, une consultation publique sera rapidement mise en ligne sur le site internet du PETR Ternois 7 Vallées ainsi que des Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées pour une durée de 30 jours.

En revanche, dans l'hypothèse où ces avis seraient donnés sous réserve ou s'ils étaient négatifs ou très critiques, des démarches préalables à cette consultation publique en ligne devraient être mises en œuvre par le PETR Ternois – 7 Vallées en fonction du cas de figure, à savoir un mémoire en réponse ou une modification du projet.

En cas de modifications mineures, le projet de plan, sera alors soumis à notre assemblée pour adoption. Dans le cas où l'économie générale du projet de plan serait bouleversée ; il faudrait procéder à sa modification et de nouveau demander les avis nécessaires.

Le PCAET doit réglementairement être mis à jour tous les six ans en s'appuyant sur le dispositif de suivi et d'évaluation, néanmoins le PETR Ternois – 7 Vallées pourrait faire évoluer le programme d'actions, conjointement avec les organes de gouvernance prévus, tout au long du cycle de vie de ce plan afin de l'enrichir par de nouvelles opérations initiées par le PETR, les EPCI ou leurs partenaires.

Il est proposé au Comité Syndical :

- D'arrêter le projet de Plan Climat Air Energie Territorial qui sera transmis à la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) des Hauts-de-France - l'autorité environnementale compétente pour évaluation environnementale – ainsi qu'au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional pour avis avant consultation du public puis adoption du Plan.

- D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le rapport final ainsi que l'évaluation environnementale stratégique ont été transmis aux délégués syndicaux le 15 mars 2021 par voie électronique.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Comité Syndical de bien vouloir en délibérer.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Comité Syndical :

- Arrête le projet de Plan Climat Air Energie Territorial qui sera transmis à la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) des Hauts-de-France - l'autorité environnementale compétente pour évaluation environnementale – ainsi qu'au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional pour avis avant consultation du public puis adoption du Plan.

- Autorise Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur François DOUAY souhaite informer les membres du Comité qu'actuellement, des possibilités de financement existent pour l'élaboration des documents de planification PLUi et Scot à hauteur de 300 000 € pour le département et qu'aucun dossier n'a encore été déposé. Le dépôt de demande d'aide est ouvert jusqu'au 15/04/2021.

Aucune autre remarque n'est soulevée par les membres du Comité Syndical.

Monsieur BACHELET remercie les membres et clôt la séance.

La séance est levée à 16h00.